



www.cdg62.fr/

CENTRE DE GESTION
DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE
DU PAS-DE-CALAIS

Envoyé en préfecture le 07/06/2024

Reçu en préfecture le 07/06/2024

Publié le

ID : 062-286200027-20240604-2024_27-DE

S²LO

DÉLIBÉRATION

2024/27

MUTUALISATION DES DROITS SYNDICAUX AVEC LES COLLECTIVITES ET ETABLISSEMENTS PUBLICS NON AFFILIES

Le Conseil d'Administration s'est réuni le Mardi 4 Juin 2024 à 14 heures 30, salle des réunions au CENTRE DE GESTION à BRUAY-LA-BUISSIERE, sous la présidence de M. Joël DUQUENOY, Président du CDG 62.

Le secrétaire de séance désigné est M. Francis CORDONNIER, Adjoint au Maire de BETHUNE.

Etaient présents : M. Jean-Pierre SANSEN, Maire de RUITZ – M. Jacques BACQUET, Maire de QUERCAMPS – Mme Véronique DUMONT-DESEIGNE, Adjointe au Maire de MARCK – M. Jean-Michel LEGRAND, Maire de AUCHY-LES-MINES – M. Bruno HUMETZ, Adjoint au Maire de SAINT-OMER – M. Jean-Luc FAY, Maire de BONNIERES – M. René HOCQ, Maire de BURBURE – Mme Denise TETELIN, Maire de VILLERS-CHATEL – M. Didier BOMY, Adjoint au Maire de CUCQ – M. Alain DUBREUCQ, Maire de SAINS-EN-GOHELLE – M. Maurice LECONTE, Maire de HOUCHIN – M. Julien DELANNOY, Maire de WAVRANS-SUR-L'AA – Mme Marie-Thérèse ROJEWSKI, Adjointe au Maire de HOUDAIN – M. Michel DASSONVAL, Adjoint au Maire de LILLERS – M. Ludovic IDZIAK, Maire de CALONNE-RICOUART – M. Dominique DELATTRE, Vice-Président du Syndicat Mixte Artois Valorisation – M. Joël DUQUENOY, Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de SAINT-OMER – M. Francis CORDONNIER, Adjoint au Maire de BETHUNE – M. André KUHCINSKI, Conseiller Départemental.

Etaient absents ou excusés : M. Nicolas PICHONNIER, Maire de RIMBOVAL – Mme Fabienne DUPUIS, Maire de OIGNIES – M. Marc THOMAS, Maire de MOULLE – Mme Nadine LEFEBVRE, Maire de BEUVRY – M. Marc BOUTROY, Maire de ESCALLES – M. Cédric DELMOTTE, Maire de BOIRY-SAINT-MARTIN – M. Ernest AUCHART, Conseiller communautaire de la Communauté de Communes des Campagnes de l'Artois – M. Guillaume LEBLOND, Conseiller municipal de BOULOGNE-SUR-MER – M. Patrice CAMBRAYE, Adjoint au Maire de Calais – M. Hakim ELAZOUZI, Administrateur au CCAS de BETHUNE – Mme Fabienne DUTERTE, Administratrice au CCAS de BOULOGNE-SUR-MER – Mme Florence WOZNY, Conseillère Départementale – M. Alexandre MALFAIT, Conseiller Départemental.

♦ ♦ ♦ ♦

Vu le Code général de la Fonction Publique ;

Vu le décret n° 85-397 du 3 avril 1985 modifié, relatif à l'exercice du droit syndical dans la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n°85-643 du 26 juin 1985 modifié, relatif aux centres de gestion institués par la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale ;

Vu la délibération n° 2023/31 du 27 juin 2023 portant sur les syndicaux ;

Vu le protocole sur les droits syndicaux pour les années 2023-2026 ;

Monsieur le Président rappelle que le protocole sur les droits syndicaux pour les années 2023-2026 comporte la faculté, sous réserve de la signature d'une convention tripartite, de reporter les crédits non consommés (ASA et DAS) de l'année N-1 aux collectivités et établissements affiliés volontairement, mais aussi auprès des non affiliés.

Il précise que, conformément aux dispositions de l'article L 214-5 du code général de la fonction publique, cette nécessité de procéder à la signature d'une convention reste une faculté pour notre établissement. En ce sens, une réponse ministérielle du 11 août 2016 à une question écrite n° 16479 posée au Sénat, expose que :

« Afin de préserver leur liberté d'action, la mutualisation des crédits de temps syndical prévue par le I bis de l'article 100-1 de la loi statutaire du 26 janvier 1984 dépend de la signature d'une convention entre les centres de gestion et les collectivités ou établissements non obligatoirement affiliés à ces centres et n'est donc pas obligatoire pour ceux-ci. »

Au vu de l'utilisation des crédits, il propose au Conseil d'administration de ne plus procéder, à compter du 1^{er} janvier 2025, à la mutualisation des crédits non consommés (ASA et DAS) avec les collectivités et établissements non affiliés.

Il indique que la signature d'une convention perdurera pour les collectivités et établissements affiliés volontairement. Un courrier d'information sera adressé aux collectivités et établissements publics non affiliés, mais également aux organisations syndicales.

Le Conseil d'Administration,

Après avoir entendu l'exposé de son Président,

A l'unanimité des membres présents,

- ♦ *DECIDE* à compter du 1^{er} janvier 2025 de l'arrêt de la mutualisation des droits syndicaux avec les collectivités et établissements publics non affiliés ;
- ♦ *AUTORISE* le Président à signer les conventions de mutualisation des crédits de temps syndical avec les collectivités et établissements publics affiliés volontairement.

Ainsi fait et délibéré en séance,
À BRUAY-LA-BUISSIÈRE, le 4 juin 2024

Le Président,

Joël DUQUENOY